

Communiqué de presse



3^e Baromètre FHF x Ipsos sur l'accès aux soins

Depuis 2019, la dégradation continue de l'accès aux soins conduit un nombre croissant de Français à renoncer à se soigner et fait peser une pression toujours plus forte sur les urgences publiques.

Paris, le 17 mars 2026

La troisième édition du Baromètre FHF x Ipsos BVA sur l'accès aux soins révèle **une dégradation inédite de la situation**. La crise de l'accès aux soins se traduit concrètement : **près de 3 Français sur 4 disent avoir déjà renoncé à un soin ces cinq dernières années**.

Elle pèse également fortement sur l'hôpital public, déjà largement en tension : **1 Français sur 2 indiquant qu'il s'est déjà rendu aux urgences sans être en situation d'urgence médicale**. Ce contexte appelle un débat public le plus large possible pour améliorer concrètement l'accès aux soins au bénéfice des Français.

Depuis 2019, un accès aux soins en nette dégradation et un renoncement aux soins qui progresse

Aujourd'hui, **près des trois quarts des Français — 73 % — déclarent avoir déjà renoncé à au moins un acte de soin au cours des cinq dernières années**, contre 63 % en 2024. Cette hausse de 10 points représente **près de 7 millions de personnes supplémentaires**.

Dans plus de la moitié des cas, ce renoncement s'explique par l'allongement des délais d'attente. Quelques exemples très concrets :

- **Près de 2 semaines pour obtenir un rendez-vous chez un généraliste**, contre 4 jours en 2019 ;
- **4 mois pour un dermatologue**, contre 2 mois en 2019.
- **3 mois pour un cardiologue**, contre 1 mois et demi en 2019.

Enfin, **la question financière reste un facteur important** : **40 % des Français qui renoncent aux soins le font pour des raisons financières**.

Dans l'ensemble ces résultats mettent en évidence une situation tendue sur l'ensemble du territoire mais également **des fractures territoriales importantes sur certaines spécialités** : chaque citoyen devrait être traité de la même manière quel que soit son lieu de vie.

En parallèle, **on relève également des tendances particulièrement préoccupantes chez les jeunes générations** : le renoncement aux soins atteint 85 % des moins de 35 ans, tandis qu'ils sont également 57 % à s'être déjà rendus aux urgences pour des raisons qui ne relevaient pas d'une urgence médicale.

Cette situation dégradée accroît par ailleurs les tensions du système de santé. Car **lorsque les patients ne trouvent pas de solution ailleurs, ils se tournent naturellement vers l'hôpital public.**

L'hôpital public, un pilier de l'accès aux soins, mis à l'épreuve par les défaillances du système de santé

Aujourd'hui, **1 Français sur 2 s'est déjà rendu aux urgences sans être en situation d'urgence médicale**, et cela notamment faute d'alternative. Les difficultés que rencontrent les services d'urgences publiques ces dernières années sont donc, en large partie, la résultante de la dégradation de l'accès aux soins en dehors des murs de l'hôpital.

Or, malgré ces tensions, **les hôpitaux publics continuent de répondre présents**. Les derniers chiffres que la FHF rend publics ce jour démontrent que **l'activité hospitalière est particulièrement dynamique** : on relevait +4,3 % de séjours en 2024, et près de **+5 % en 2025**.

Deux enseignements peuvent en être tirés. **La demande de soins continue d'augmenter fortement dans notre pays, et l'hôpital public fait preuve d'une capacité de réponse remarquable à ces besoins.**

Indéniablement, l'hôpital public reste aujourd'hui **le pilier du système de santé français**. Il assure notamment :

- **100 % des greffes,**
- **85 % des séjours de réanimation,**
- **96 % de la réanimation pédiatrique,**
- **Et 81 % des 21 millions de passages aux urgences chaque année.**

Seulement, l'hôpital public se fragilise : si les efforts considérables consentis par les établissements ont permis de résorber légèrement **leur déficit cumulé** en raison des chocs exogènes subis ces dernières années (inflation, charges supplémentaires non-compensées, etc.), celui-ci **s'établit encore, en 2025, à un niveau difficilement soutenable de 2,7 milliards d'euros** (contre 2,9 milliards en 2024). Et la situation devrait se dégrader de nouveau au vu de la conjoncture actuelle.

Pour Zaynab Riet, déléguée générale de la FHF :

« Les Français attendent légitimement un sursaut politique : il y a urgence à agir pour la santé ! ».

« Le message envoyé par les Français est très clair : 90 % d'entre eux se disent en colère face au manque de moyens de l'hôpital public, et autant craignent une dégradation majeure si des investissements ne sont pas réalisés rapidement. Et, en l'état, 7 Français sur 10 craignent de ne pas pouvoir accéder à des soins de qualité en cas de besoin urgent. Une telle situation est absolument inacceptable.

Quand notre système de santé vacille, c'est le lien social et le pacte républicain qui se délitent lentement. Il faut bien saisir le risque démocratique que cache une dégradation de l'accès aux soins.

Il est temps d'engager des réformes structurelles. D'abord, **une loi de programmation en santé**, sur le modèle de la défense ou de la justice, pour donner de la visibilité et de la stabilité au système dans son ensemble. Nous ne pouvons plus piloter notre système de santé sans boussole. La même logique vaut pour la transition démographique, une **loi de programmation sur le grand âge** est indispensable pour adapter notre société au vieillissement qui arrive. Enfin, **une mobilisation forte sur des enjeux majeurs comme la santé des femmes et la psychiatrie** est nécessaire pour répondre aux besoins les plus criants et aux impensés qui continuent de fragiliser certaines populations.

Nous ne remettons pas durablement notre système de santé sur pied sans une vision de long terme et une stratégie claire pour les années à venir ».

